

**Projet de
REGLEMENT GRAND-DUCAL
relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation
de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
des élections parlementaires en Albanie**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, et notamment son article 1^{er} ;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil 24 avril 2009 et après consultation le 9 avril 2009 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'avis de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement luxembourgeois participera à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) des élections parlementaires en Albanie qui se tiendront le 28 juin 2009. Il enverra à cet effet un contingent d'observateurs limité à cinq au maximum dont la mission portera sur une durée maximale de deux semaines.

Art. 2. Le statut des membres du contingent luxembourgeois est défini conformément aux articles 5 et suivants de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration est chargé de l'exécution du présent règlement, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

(...), le (...) 2009.

Henri

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration,

Jean Asselborn

EXPOSE DES MOTIFS

Participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) aux élections parlementaires en Albanie

1. La mission d'observation des élections parlementaires en Albanie (28 juin 2009)

Les dernières élections législatives en Albanie ont eu lieu le 3 juillet 2005. Le Parti Démocratique (DPA) de l'ancien Président Sali Berisha et ses alliés de centre-droit au pouvoir ont remplacé les Socialistes (SPA) au Gouvernement. Après de difficiles négociations de coalition avec plusieurs petits partis, M. Berisha et son équipe ont pris les commandes en septembre 2005. La période législative en cours a été marquée par un grand nombre d'affaires qui ont par moments sérieusement perturbé le bon fonctionnement de la vie politique albanaise. Ces deux dernières années ont toutefois vu une amélioration au niveau du système politique avec la mise en place progressive d'un nouveau code électoral qui entrera en vigueur pour la première fois pour les élections de juin. Cette réforme répond en partie aux recommandations de l'OSCE/ODIHR et de la commission de Venise de 2004.

Le paysage de partis, caractérisé jusqu'à présent par son instabilité et sa complexité, sera simplifié. En effet, les deux principaux partis, à savoir le DPA et le SPA, ont voté un amendement constitutionnel qui favorise les grands partis et pousse les petits partis à fusionner. Dorénavant, l'élection des 140 députés se fera uniquement sur des listes de partis selon la représentation régionale proportionnelle (dans 12 régions électorales), système qui remplace celui du mix entre représentation régionale proportionnelle et l'élection directe de députés dans des circonscriptions isolées. Le seuil d'entrée au Parlement sera élevé à 3% (actuellement 2,5%) pour les partis individuels, et à 5% (actuellement 4%) pour les coalitions. Le nombre des membres de la Commission Electorale Centrale sera réduit de 9 à 7. Le DPA et le SPA vont nommer 2 membres chacun, 2 autres seront déterminés par les petits partis et le 7^e sera nommé par le Parlement entier, de sorte à ce que le parti au pouvoir aura une position majoritaire au sein de la Commission (même principe pour les Commissions régionales et locales).

Le nouveau code électoral a été formellement adopté le 29 décembre 2008 par le Parlement avec les votes du DPA et du SPA. Le même jour, avec la même majorité, fut adopté le projet de loi destiné à augmenter l'indépendance du bureau du Procureur d'Etat. Ainsi, la réforme des systèmes électoral et judiciaire, qui avaient si longtemps fait l'objet de querelles politiques très vives, a pu être menée à son terme.

Avec l'adhésion récente du pays à l'OTAN et sa décision de soumettre cette année encore sa candidature d'adhésion à l'Union européenne, les élections législatives en Albanie revêtent un caractère de test démocratique important.

L'OSCE prévoit à ce stade d'envoyer 400 observateurs à court terme en Albanie. Les observateurs seront déployés dans la période allant du 22 juin au 3 juillet 2009.

Afin de pouvoir assurer une participation luxembourgeoise tout en respectant les délais imposés par la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation luxembourgeoise à des opérations de maintien de la paix (OMP), il est nécessaire que le Gouvernement engage dès à présent la procédure réglementaire.

2. Une participation du Luxembourg à la mission d'observation des élections

Une participation active à des missions d'observation électorale permet au Luxembourg d'assumer ses responsabilités en tant que membre de la communauté internationale, de contribuer à la stabilisation de pays engagés sur la voie de la démocratisation et d'approfondir son expertise en la matière.

3. Procédure réglementaire relative à une participation luxembourgeoise

Conformément à l'article 1 (2) de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation luxembourgeoise à des opérations de maintien de la paix (loi OMP), la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a approuvé le 9 avril 2009 le principe d'une participation du Luxembourg à la mission d'observation des élections parlementaires en Albanie qui se dérouleront le 28 juin 2009.

Après consultation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, la proposition a été soumise pour décision au Conseil de Gouvernement en date du 24 avril 2009. Le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe pour l'envoi de 5 observateurs au maximum et a invité le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration à prendre les mesures d'exécution nécessaires à cette contribution luxembourgeoise à l'action de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, en conformité avec la procédure prévue dans la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

4. Indemnités accordées aux observateurs

Conformément aux missions précédentes et selon les dispositions de la loi OMP, les observateurs toucheront :

- une indemnité spéciale journalière de 62 € (soixante-deux), non pensionnable et exempte d'impôts et de cotisations sociales ;
- une indemnité journalière pour les frais de séjour de 50 € (cinquante), non pensionnable et exempte d'impôts et de cotisations sociales, conformément au règlement du Gouvernement en Conseil en vigueur.



Luxembourg, le 9 avril 2009

AFFAIRES ÉTRANGÈRES	
No	
15 AVR. 2009	
INSP. PR.	MINISTRE AE
SECR. GEN.	MINISTRE DEF
DIR.	
COPIE A.	

Monsieur Jean Asselborn
Ministre des Affaires étrangères et de
l'Immigration
L-2911 Luxembourg

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire part que conformément à la loi du 27 juillet 1992 le Gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE des élections parlementaires organisées le 28 juin 2009 en Albanie.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé cette initiative en date du 9 avril 2009.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Lucien Weiler
Président de la Chambre des Députés